

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 10/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GURDEBEKE Château Gautier

65, boulevard Carnot
60400 Noyon

Références : IC-R/182/25-CD/SL
Code AIOT : 0005106547

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2025 dans l'établissement GURDEBEKE Château Gautier implanté Lieu dit Les Rosettes RD 145 60350 Moulin-sous-Touvent. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est intervenue à la suite de la survenue d'un incendie sur le casier n° 8 en exploitation sur le centre de stockage de déchets non dangereux Gurdebeke situé sur la commune de Moulin sous Touvent. Il a eu lieu le 11 avril 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GURDEBEKE Château Gautier
- Lieu dit Les Rosettes RD 145 60350 Moulin-sous-Touvent

- Code AIOT : 0005106547
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GURDEBEKE dont le siège se situe à Noyon, exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) implantée à Moulin-sous-Touvent, qui comporte également un centre de transfert de déchets non dangereux ainsi qu'une plateforme de compostage de déchets verts. Ce site est autorisé par arrêté préfectoral du 4 novembre 2021.

Le casier n° 8 est en cours d'exploitation actuellement.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2001, article 16-VI.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de vérifier que la barrière de sécurité active n'a pas été endommagée, l'incendie couvrant environ 50 m² de déchets. Les installations de traitement de biogaz n'ont pas été touchées également.

L'exploitant a identifié un dysfonctionnement de la caméra thermique en place. Ainsi, une seconde caméra fixe va être installée. Un délai de 15 jours est laissé à l'exploitant pour fournir les éléments justifiant du bon fonctionnement de cette dernière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2001, article 16-VI.
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : VI. - La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé. Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun

personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité.

Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.

Les modalités d'application du présent VI sont précisées dans le plan de défense incendie de l'exploitant.

Constats :

Conformément à l'article 2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 04/11/2021, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations un mail en date du 12 avril 2025 l'informant de la survenue d'un incendie sur le casier 8 en cours d'exploitation le 11 avril 2025 vers 20 h sur son site de stockage de déchets non dangereux situé à Moulin sous Touvent. Il a été maîtrisé vers 22h.

Il indique que le personnel de la société Gurdebeke, qui était d'astreinte, est intervenu lors du sinistre. Les secours n'ont pas été prévenus.

L'incendie a été combattu par recouvrement avec des matériaux de recouvrement présents sur le site.

La visite de l'inspection des installations classées du 17 avril 2025 a permis de vérifier :

- l'absence de détérioration de la barrière de sécurité active en place sur le casier 8,
- l'absence de détérioration des systèmes de collecte du biogaz.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il avait été prévenu par une personne extérieure, passant à proximité du centre de stockage. Il indique que la caméra thermique en place n'a pas assuré son rôle d'alerte. Elle était orientée vers le quai de déchargement et non vers le tas de déchets du casier. Il s'agit d'une caméra rotative qui a dysfonctionné en restant axée sur le quai.

Non-conformité :

Le dispositif de détection d'incendie en place n'a pas fonctionné le jour de l'incident. **(Demande d'action corrective)**

L'exploitant indique avoir déjà contacté un prestataire qui va intervenir pour installer une seconde caméra thermique. Cette dernière restera en permanence axée sur la zone d'enfouissement des déchets en exploitation. Elle sera reliée par téléphone portable au personnel d'astreinte du site.

Ce nouvel appareil sera installé au plus tard 15 jours à compter de la réception de ce rapport. .

L'exploitant a fourni à l'inspection des installations classées le rapport d'incident le 23 avril 2025.

<p>Il relate les faits explicités ci-avant.</p> <p>Dans ce rapport, l'exploitant indique qu'aucune cause du départ de l'incendie n'a été identifiée. Lors de l'inspection, l'exploitant a émis l'hypothèse d'un mauvais compactage des déchets (Demande de justificatif).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande d'action corrective</u></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place un dispositif de détection des départs d'incendies répondant aux dispositions de l'article 16-VI de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux (dispositif opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé).</p> <p><u>Demande de justificatif</u> : il est demandé à l'exploitant d'investiguer les causes du départ de l'incendie ainsi que les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire conformément à l'article R512-69 du Code de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>